



ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P.

PRESTATION DE CATALOGAGE DANS LE SUDOC
POUR LA DIRECTION DE LA DOCUMENTATION, DU
PATRIMOINE ET DES ARCHIVES DE L'ÉCOLE NATIONALE
DES PONTS ET CHAUSSEES

MARCHE 202603

Le présent document comporte 22 articles et 21 pages.

SOMMAIRE

ARTICLE I. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
I.1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
I.2 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE	3
ARTICLE II. OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE III. FORME.....	3
ARTICLE IV. TRANCHES.....	4
ARTICLE V. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	4
V.1 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	4
V.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
ARTICLE VI. SOUS-TRAITANCE	4
ARTICLE VII. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
ARTICLE VIII. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE IX. MODALITES D'EXECUTION	6
IX.1 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES PRESTATIONS.....	6
IX.2 MODIFICATION DE LA NATURE DES PRESTATIONS	7
IX.3 PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
ARTICLE X. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	7
X.1 SUIVI DE LA QUALITÉ	7
X.2 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....	8
X.3 ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION, REJET	8
ARTICLE XI. PRIX	8
XI.1 FORME ET CONTENU DES PRIX	8
XI.1 MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES BONS DE COMMANDE	9
XI.3 RÉVISION	9
XI.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	10
ARTICLE XII. REGLEMENT	10
XII.1 AVANCE	10
XII.2 RÈGLEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS.....	10
XII.3 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
XII.4 FACTURATION ÉLECTRONIQUE	11
XII.5 RÈGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPÉRATEURS.....	11
XII.6 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	12
XII.7 INTÉRÊTS MORATOIRES	12
XII.8 CESSON DE CRÉANCES – NANTISSEMENT	12
ARTICLE XIII. RESPONSABILITES DU TITULAIRE	13
XIII.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES.....	13
XIII.2 MODIFICATION DE LA SITUATION DU TITULAIRE.....	13
XIII.2.1 Modification de la raison sociale et de la dénomination.....	13
XIII.2.2 Transfert.....	13
XIII.2.3 Redressement ou liquidation judiciaire	14
XIII.3 CONFIDENTIALITÉ	14
XIII.4 MISE A JOUR DES ATTESTATIONS.....	15
ARTICLE XIV. ASSURANCE.....	16
ARTICLE XV. PERSONNEL DU TITULAIRE.....	17
XV.1 MESURES CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS	17
XV.2 OBLIGATION DE DISCRÉTION	17
XV.3 PROPRIÉTÉ DES INFORMATIONS.....	18
XV.4 MESURES CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS	18
ARTICLE XVI. PENALITE.....	18
ARTICLE XVII. FORCE MAJEURE	19
ARTICLE XVIII. RESILIATION	19
ARTICLE XIX. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	20
ARTICLE XX. LITIGES.....	20
ARTICLE XXI. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	21
ARTICLE XXII. DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES.....	21

ARTICLE I. DISPOSITIONS GENERALES

I.1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

6/8 avenue Blaise Pascal

Cité Descartes – Champs-sur-Marne

77455 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par M. Anthony Briant, Directeur Général,

Ci-après désignée « l'ENPC » ;

I.2 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE

Dès notification, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom et dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur en cas de modification en cours d'exécution du marché.

La bonne exécution du marché nécessite que le titulaire désigne un responsable, unique interlocuteur, chargé de le représenter quelle que soit la nature des sujets évoqués pendant toute la durée du marché.

En cas d'empêchement ou de remplacement en cours d'exécution du marché, le titulaire avise immédiatement le maître d'ouvrage et indique le nom, les coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

ARTICLE II. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet des prestations de catalogage dans le SUDOC pour la Direction de la documentation, du patrimoine et des archives de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, dans les conditions précisées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE III. FORME

La présente consultation a pour objet un accord-cadre à bons de commandes en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire et est passé sans montant minimum et avec un montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre de cent mille (100 000) euros hors taxes.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

A l'expiration de l'accord-cadre, l'exécution de tout bon de commande émis pendant sa durée de validité sera honorée jusqu'à réalisation de la prestation attendue suivant les termes du marché.

Les prix de l'accord-cadre sont détaillés au sein du bordereau des prix unitaire (annexe 1 de l'acte d'engagement).

L'accord-cadre est composé d'un lot unique conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du code de la commande publique. En effet, son exécution ne peut être scindée en lots séparés en raison du risque de rendre techniquement plus difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

ARTICLE IV. TRANCHES

Le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranche.

ARTICLE V. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

V.1 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de démarrage des prestations estimée au 1^{er} avril 2026. Un ordre de service fixera la date de démarrage des prestations.

Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois pour la même durée, sauf décision contraire notifiée par le pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois au plus tard avant la date anniversaire.

La durée totale de l'accord-cadre est au maximum de quatre (4) ans, reconduction comprise.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

V.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les prestations sont réalisées par le titulaire de l'accord-cadre conformément aux délais d'exécution définis dans son offre, au sein de l'annexe financière de l'acte d'engagement, et dans les bons de commande.

Ces délais sont impératifs et leur non-respect entraînera l'application d'une pénalité de retard telle que définie à l'article XVI « Pénalités » du présent CCAP.

ARTICLE VI. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est autorisé à sous-traiter partiellement l'exécution des prestations, à condition d'avoir obtenu au préalable l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

La déclaration de sous-traitance est réalisée conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – formulaire DC4* adressé à chaque membre du groupement, accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements mentionnés ci-dessous et justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2* dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés ;
- ✓ Les attestations et certificats fiscaux et sociaux ;

* Formulaires téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- ✓ Le numéro SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- ✓ La présentation détaillée des capacités du sous-traitant (moyens et références) ;
- ✓ Le cas échéant, le titulaire du présent marché est tenu d'établir que le nantissement dont le marché aurait pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct dudit sous-traitant.

Dès réception de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire communique le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

L'acceptation confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600 euros TTC. Le sous-traitant adresse ses demandes de paiement au titulaire.

En application de l'article 3.6.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS), le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, sur demande du pouvoir adjudicateur.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire, le titulaire encourt la pénalité définie au présent CCAP.

En outre, le marché peut être résilié pour faute du titulaire :

- En cas de recours à un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement agréé ;
- Si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

ARTICLE VII. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'ENPC se réserve le droit de mettre en œuvre les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires, si ses conditions de mise en œuvre sont réunies

ARTICLE VIII. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du présent accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante, dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi :

a) Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE), daté et signé par le représentant habilité à engager le titulaire ;
- L'annexe financière – Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

- Les éventuelles questions-réponses publiées en cours de consultation ;
- Le mémoire technique des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution des prestations, dans ses dispositions non contraires aux précédents documents ;
- Les bons de commande émis ultérieurement ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre et signés par les parties.

b) Pièces générales

Le document ci-dessous a également valeur contractuelle, bien qu'il ne soit pas matériellement annexé au présent marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur le mois qui précède la date de remise de l'offre.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS).

Le titulaire au présent marché est réputé avoir connaissance de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus ;

Il est précisé que :

Les documents contractuels précités forment un ensemble complémentaire et constituent l'intégralité de l'accord entre les parties. En cas de contradiction, leurs dispositions prévalent selon l'ordre des documents contractuels énuméré ci-dessus.

En cas de contradiction au sein du CCTP ou entre le CCTP et ses annexes, le titulaire exécute comme étant prévue dans le prix global et forfaitaire la solution la plus avantageuse pour le pouvoir adjudicateur ou présentant la meilleure qualité.

Est réputée non écrite, toute disposition de l'offre du titulaire ou tout autre document qui serait contraire aux pièces contractuelles citées ci-dessus.

Le marché peut être modifié par avenant signé par le représentant habilité de chacune des parties.

Le présent accord-cadre peut être modifié par avenant signé par le représentant habilité de chacune des parties.

ARTICLE IX. MODALITES D'EXECUTION

IX.1 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent accord-cadre, réalisées pour le compte de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC), comprennent notamment :

- Création et/ou dérivation de notices bibliographiques Sudoc ;
- Exemplarisation et localisation (création/modification des exemplaires) ;
- Contrôle et enrichissement (collation, notes, accès matière/genre, liens aux autorités) ;
- Actualiser la zone 856 (Adresse électronique et mode d'accès) par une recherche sur <https://gallica.bnf.fr> ;
- Création/alignement d'autorités (IdRef personnes/corporate, Rameau sujets, éventuellement autorités de collections/series) ;
- Correction de notices existantes (errata, normalisation, dédoublonnage si mandaté) ;
- Traitement des anomalies signalées par l'Abes ou l'établissement ;

La description des lieux d'exécution et des prestations attendues sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément à cette description et à son mémoire technique pour les dispositions qui ne sont pas contraires.

IX.2 MODIFICATION DE LA NATURE DES PRESTATIONS

Toute modification de la nature des prestations doit recueillir l'accord exprès des parties et fait l'objet d'un avenant.

IX.3 PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution sont impératifs et conditionnent la réception des prestations.

En conséquence, toute modification relative aux dates ou aux délais ne peut intervenir qu'après l'accord express du pouvoir adjudicateur, notifié au titulaire du présent accord-cadre avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation. Aucune demande de prolongation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

Aussi, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

S'il est dans l'incapacité de livrer une prestation dans le délai contractuel, le titulaire informe immédiatement par écrit le service mentionné à l'article I.3 du présent CCAP et expose les motifs faisant obstacle à la réalisation de la prestation dans le délai contractuel défini.

Le titulaire signale, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours, les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation et la date à compter de laquelle ces causes sont apparues. Il formule dans le même temps une demande de prolongation du délai d'exécution précisant la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par écrit dans un délai de quinze (15) jours.

Le délai prolongé produit les mêmes effets que le délai initialement prévu.

ARTICLE X. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

X.1 SUIVI DE LA QUALITÉ

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées ainsi que pour l'exécution des tâches pour le compte de l'acheteur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à des actions de contrôle ou d'audit dans les locaux du titulaire pour s'assurer des moyens de contrôle mis en place tout au long de la chaîne de réalisation des prestations décrites dans le présent accord-cadre, ceci même en l'absence d'incidents particuliers.

A l'issue de ces contrôles, le titulaire devra, à la demande du pouvoir adjudicateur, suivre les recommandations qui lui seront éventuellement formulées.

X.2 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

La vérification des prestations est réalisée par le pouvoir adjudicateur.

Outre les opérations de vérifications qualitatives réalisées par le pouvoir adjudicateur et définies au CCAG-FCS, le titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations, notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre du présent accord-cadre.

Le déroulement des opérations de vérification simple s'effectue au moment de la livraison des prestations par un examen sommaire.

Le déroulement des opérations quantitatives ainsi que celles nécessitant un examen approfondi intervient dans les conditions prévues aux articles 29 et suivants du CCAG-FCS.

Le délai imparti pour réaliser les opérations de vérifications est de quinze (15) jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise et vaut attestation de service fait.

X.3 ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION, REJET

La décision d'admission, d'ajournement, de refaction, de rejet partiel ou total des prestations est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'admission des prestations ouvre droit à paiement partiel définitif dans les conditions énoncées à l'article XVI.2 du présent CCAP.

Le non-respect des prescriptions du présent accord-cadre peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatés, une admission avec refaction, un ajournement ou un rejet partiel ou total des prestations dans les conditions fixées à l'article 30 du CCAG-FCS.

Lorsque certaines mises au point sont nécessaires pour que les prestations puissent être admises, l'ajournement est prononcé par une décision motivée.

Selon l'étendue des imperfections constatées, le pouvoir adjudicateur peut prononcer le rejet partiel ou total des prestations, sans faire obstacle à l'application en sus des pénalités prévues au présent CCAP.

ARTICLE XI. PRIX

XI.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Le présent accord-cadre est passé à prix unitaires.

Les prix du marché figurent dans le bordereau des prix unitaires, annexe financière de l'acte d'engagement. Tous les prix unitaires sont contractuels, et seront appliqués aux prestations effectivement réalisées.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, au transport, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils comprennent toutes les prestations nécessaires à l'impression des imprimés. Ils comprennent également les frais correspondants aux obligations faites au titulaire, en vue d'assurer l'ensemble des opérations relatives à l'objet des présentes, y compris les prestations éventuellement sous-traitées.

XI.1 MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par les personnes habilitées du pouvoir adjudicateur.

Aucune fréquence ni quantité minimale de commandes ne peut être exigée par le titulaire du présent accord-cadre, aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes jugées de faible importance.

De même, aucun frais de déplacement ne peut être facturé, les charges afférentes étant réputées comprises dans les prix unitaires.

Les bons de commande sont transmis par courrier électronique à l'adresse précisée par le titulaire du présent accord-cadre. Le titulaire accuse réception de chaque bon de commande, par courrier électronique, dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrés.

Chaque bon de commande comporte les mentions suivantes :

- Le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- La référence du présent accord-cadre et de l'avenant le cas échéant ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification du service émetteur ;
- Le lieu d'exécution des prestations (le cas échéant) ;
- La désignation des prestations ;
- Le délai d'exécution ;
- Les quantités commandées (le cas échéant) ;
- Le prix unitaire ;
- le montant total HT, le taux et montant de la TVA, le montant total TTC.

Aucun montant minimum par commande ne peut être exigé.

L'émission des bons de commande peut uniquement intervenir pendant la durée de validité du présent accord-cadre. La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de 3 mois le terme de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande donne lieu à l'émission d'une facture distincte de la part du titulaire.

XI.3 RÉVISION

Les prix inscrits dans l'annexe à l'acte d'engagement, sont établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du présent accord-cadre sont fermes pour la première année.

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché, sur demande du titulaire, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,30 + 0,70 \times (I / I_0)]$$

Dans laquelle,

- P est le prix révisé ;
- P_0 est le prix établi selon les conditions économiques du « mois 0 » ou du mois de la dernière révision des prix de l'accord-cadre ;
- I est la dernière valeur à la date de révision de l'indices des prix de production des services français pour les marchés extérieurs (BtoE) – A17 NZ – Services administratifs et d'assistance – Base 2021 – Identifiant 010766311 ;
- I_0 est la valeur de l'index ci-dessus, publiée au « mois 0 » ou au mois de la dernière révision des prix de l'accord-cadre.

Le calcul de la révision des prix est à la charge du titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne peut donner lieu à une quelconque régularisation ultérieure.

Si la valeur de l'indice de révision n'est pas connue au moment de la révision, il est établi une révision de prix provisoire sur la base du dernier indice connu. La révision définitive interviendra dès que l'indice définitif sera connu.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire devra transmettre à l'Ecole au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire du marché, l'annexe financière (BPU) contenant les prix révisés complet et exploitable en version Excel et PDF. Cette annexe financière révisé devra être validée par le pouvoir adjudicateur et notifiée au titulaire du marché.

La révision des prix n'a pas à être constatées par un acte modificatif.

XI.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à une hausse supérieure à 5% du montant du marché initial ou tel qu'issu de la précédente révision, les parties se réunissent afin d'examiner les conséquences économiques de cette variation, et le cas échéant, d'adapter les conditions d'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

En cas de désaccord, le groupement se réserve le droit de résilier le marché conformément à l'article XIX du CCAP.

ARTICLE XII. REGLEMENT

XII.1 AVANCE

Aucune avance n'est prévue.

XII.2 RÈGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Sans objet.

XII.3 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les prestations décrites dans chaque facture sont suffisamment détaillées pour permettre la reconstitution du montant global à partir des prix et des quantités facturées.

Les prestations objet du présent marché, sont réglées selon les prix indiqués dans les bons de commande, émis en application de l'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU) ou en application de devis préalable. Ils sont appliqués aux prestations réellement réalisées.

Ces prestations à bons de commande sont réglées sur présentation de facture établie après exécution de prestations conformément au bon de commande correspondant, et après constatations du service fait.

Chaque facture est transmise en un original et comporte, outre les mentions légales, les indications ci-dessous :

- Le numéro du présent accord-cadre et de ses avenants éventuels ;
- Le numéro du bon de commande, le cas échéant ;
- La date de la facture ;
- Le détail des prestations (notamment, la période facturée, la désignation des prestations exécutées) ;
- Le montant HT ;

- Le montant de la TVA résultant de l'application des taux de TVA en vigueur au jour de la facturation des prestations, sauf disposition réglementaire contraire ;
- Le montant TTC ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le n° SIRET ou RCS du titulaire, ainsi que ses coordonnées bancaires.

En cas de présentation non conforme aux éléments ci-dessus, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après sa régularisation.

Tout retard de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

XII.4 FACTURATION ÉLECTRONIQUE

Le titulaire du présent accord-cadre transmet chaque facture via la plateforme Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures dématérialisées sont adressées à **l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC)** et devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifie l'ENPC en tant que destinataire de la facture : **19753501600020** ;
- Le code service qui permet de distinguer le service récepteur des factures : **Code : SUB05**
- Le numéro indiqué sur **le bon de commande** (exemple : CF-2021-001234) ou **le numéro de marché** pour les prestations réalisées hors bon de commande.

XII.5 RÈGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPÉRATEURS

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter les projets de décompte au représentant de chaque membre. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Dans tous les cas où les prestations exécutées ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues est réalisé pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation sous-traitée, et que l'acheteur doit régler à ce sous-traitant ;
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant, acceptées ou rectifiées par ses soins.

XII.6 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

En application des articles R. 2192-12 à R. 2192-14 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé dans les conditions suivantes :

- A la date de réception de la demande de paiement lorsque celle-ci est postérieure à la date d'exécution des prestations ;
- A la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations sont constatées par le service ordonnateur du pouvoir adjudicateur. A défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux (2) jours fait foi.

En cas de litige, il appartient au titulaire du présent accord-cadre d'apporter la preuve de cette date.

Dans ce cadre, le paiement s'effectue sous trente (30) jours maximum à compter de la date marquant le point de départ du délai global de paiement.

XII.7 INTÉRÊTS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du présent accord-cadre ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due lorsque les sommes au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

Toutefois, aucun intérêt moratoire n'est exigible lorsque le dépassement du délai global de paiement n'est pas imputable au pouvoir adjudicateur.

XII.8 CESSIION DE CRÉANCES – NANTISSEMENT

Le présent accord-cadre peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

Le comptable chargé des paiements est le comptable assignataire de l'ENPC désigné dans l'acte d'Engagement (AE). De même, la personne chargée de fournir les renseignements prévus est désignée dans ledit AE.

À cet effet, un exemplaire du marché accompagné s'il y a lieu des pièces annexes, revêtu de la mention indiquant que cette pièce forme le titre de nantissement consenti conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique, est délivré en un unique exemplaire sur demande du titulaire.

La remise de l'exemplaire unique du marché peut être remplacée par l'octroi d'un certificat de cessibilité de créance établi selon les modalités fixées par les articles R. 2191-46 et suivants du code précité.

ARTICLE XIII. RESPONSABILITES DU TITULAIRE

XIII.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu à une obligation de résultat et s'engage à exécuter les prestations à sa charge dans les délais prévus au CCTP et aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession, selon les règles de l'art et conformément aux modalités décrites dans le CCTP et le présent CCAP.

Le titulaire veille notamment à :

- Tenir l'acheteur régulièrement informés quant au déroulement des prestations et l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations ;
- Vérifier la teneur de tous documents, informations, renseignements et éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer, par écrit, les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations.

XIII.2 MODIFICATION DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et, de façon générale, toute modification pouvant influencer sur l'exécution du marché.

XIII.2.1 Modification de la raison sociale et de la dénomination

En cas de modification de sa raison sociale ou de sa dénomination, le titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais le pouvoir adjudicateur et de communiquer tout élément mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales, ...).

En cas de négligence, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsables d'un quelconque retard observé dans les délais de paiement des factures du fait des modifications intervenues.

XIII.2.2 Transfert

En cas de cession de fonds de commerce, cession d'activité, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais le pouvoir adjudicateur.

Prenant acte de la demande de transfert du marché, le pouvoir adjudicateur procède à la vérification des capacités de l'entreprise cessionnaire. En vue de cette vérification, l'entreprise cessionnaire transmet :

- Une déclaration sur l'honneur signée certifiant qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner aux marchés et accords-cadres mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à 10 du code de la commande publique ;
- Les pièces mentionnées au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de la structure pour chacune des 3 dernières années et leur répartition (effectifs, personnel d'encadrement, ...) ;
- Une présentation décrivant les moyens techniques – outillage, matériel, équipement dont la structure dispose pour la réalisation de prestations de même nature ;
- Une présentation des prestations équivalentes réalisées au cours des 3 dernières années : liste des références comprenant le nom, le statut du client, les coordonnées du référent, la date de début et la date de fin des prestations, l'objet et le montant annuel des prestations réalisées ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales...).

Suite à cette vérification, si elle est concluante, un avenant est établi constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Dans le cas contraire, le marché est résilié sans indemnité ni préavis.

Le titulaire s'interdit de céder les droits et obligations résultant pour lui du présent marché sans accord préalable du pouvoir adjudicateur.

XIII.2.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, cette mise en demeure est adressée au titulaire si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code précité.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

XIII.3 CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'oblige à respecter ces obligations et à les faire respecter par son personnel et par ses sous-traitants éventuels, notamment à :

- Ne prendre, à d'autres fins que la bonne exécution de ses prestations, aucune copie des documents et supports d'information confiés par le pouvoir adjudicateur ;
- Ne pas utiliser, pour son propre compte ou pour le compte de tiers (personnes privées ou publiques, physiques ou morales), les informations auxquelles il aurait pu avoir accès ;
- Ne pas communiquer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Ne pas utiliser les informations d'une manière préjudiciable au pouvoir adjudicateur ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des informations en cours d'exécution ainsi que toute forme d'usage ou de traitement illicite ;
- Prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des informations et des traitements ;
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les informations contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle ou l'altération de toute ressource utilisée par le titulaire pour les besoins de l'exécution de ses prestations, et en aviser sans délai le pouvoir adjudicateur de toute disparition ou de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

En cas de violation de ces dispositions par le titulaire ou un sous-traitant, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours à compter de sa réception.

XIII.4 MISE A JOUR DES ATTESTATIONS

Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre, les documents listés ci-après.

- ✓ Au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique :
 - a) L'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions émanant de l'organisme chargé de leur recouvrement et datant de moins de 6 mois ;
 - b) L'attestation de souscription des déclarations fiscales et de paiement concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée émanant des services fiscaux ;
 - c) Le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
 - d) Une attestation sur l'honneur selon laquelle le travail est réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-1 et suivants et R. 3243-2 du code du travail.
- ✓ Pour un opérateur économique établi ou domicilié à l'étranger (article D.8222-7 du code du travail) :
 - a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts.
Si l'opérateur économique n'est pas tenu d'avoir un tel numéro : un document mentionnant son identité et son adresse ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - b) Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le

régime social obligatoire et mentionnant que l'opérateur économique est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;

- c) Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel certifiant son inscription ;
 - Un devis ou une correspondance professionnelle mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de son inscription au registre professionnel ;
 - Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation de l'opérateur économique audit registre.

ARTICLE XIV. ASSURANCE

Le titulaire du présent accord-cadre est responsable des dommages ou accidents de quelque nature que ce soit, causés aux personnes ou aux biens, par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. Il garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou les agissements de ses préposés.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés pour l'exécution des prestations.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur une (les) attestation(s) d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité couverte pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites doivent être suffisantes et sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur, sans délai et par écrit, de toute modification relative aux garanties couvertes au titre de son contrat d'assurance. De même, il transmet par courrier, chaque année et pour toute la durée de l'accord-cadre, les documents à jour relatifs aux attestations d'assurance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur simple demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

L'(es) attestation(s) devra (ont) préciser :

- Le nom de la compagnie ;
- Les risques couverts ;
- Les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- Les conditions de garanties ;
- Les montants des garanties ;
- La date d'expiration des garanties prévues aux contrats ;
- Le numéro des polices.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurance souscrits par lui.

ARTICLE XV. PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire du présent accord-cadre désigne le(s) responsable(s) de la conduite et de l'exécution des prestations. Ce ou ces responsable(s) nommément désigné(s) sont seuls habilités à dialoguer avec le service mentionné à l'article I.3 du présent CCAP.

L'acheteur se réserve la possibilité d'agréer les intervenants du titulaire ainsi que ceux de ses éventuels sous-traitants. Il peut exiger, à tout moment et sans être tenu d'en faire connaître les motifs, le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations.

Le titulaire a l'entière et constante responsabilité de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

Il est tenu de faire respecter par son personnel et par ses éventuels sous-traitants le règlement intérieur et les règles de sécurité définies par l'ENPC.

XV.1 MESURES CONCERNANT LA SECURITÉ ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Le titulaire et chacun de ses éventuels sous-traitants est tenu de se conformer aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire garantit le respect de la législation sociale en matière de régularité de l'embauche du personnel. A ce titre, il est tenu de fournir les pièces indiquées à l'article XIII.4 du présent CCAP.

XV.2 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Compte tenu de la nature et de la localisation des prestations réalisées par le titulaire, celui-ci est tenu à une obligation de discrétion. Les obligations du présent article s'appliquent aux éventuels sous-traitants ; le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Les informations échangées entre les parties dans le cadre de l'exécution du marché sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite de l'acheteur, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des documents et autres éléments relatifs au marché, et aviser sans délai les membres du groupement de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le titulaire soumet à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il prend à cet effet.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

Le titulaire a la charge de porter à la connaissance de son personnel (et de celui de ses sous-traitants éventuels) les clauses du présent article.

En cas de violation par le titulaire ou un sous-traitant des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse pendant huit jours après réception par le titulaire du courrier recommandé avec accusé de réception.

Le titulaire ne peut prétendre du chef des dispositions du présent article à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

XV.3 PROPRIÉTÉ DES INFORMATIONS

L'ensemble des informations apportées par l'acheteur, de quelque nature que ce soit et sous quelque format, est sa propriété exclusive. Le titulaire n'acquiert aucun droit sur les informations qui lui sont transmises.

Le titulaire s'interdit de recopier les informations de toute nature qui lui sont confiées au titre du présent marché en dehors de sa prestation normale. Il s'interdit également de reproduire, d'adapter, de traduire sous quelque forme que ce soit lesdits contenus.

A l'issue du présent marché, le titulaire s'engage à détruire tous les documents et les éventuelles sauvegardes qu'il aurait en sa possession.

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle sur les prestations fournies.

XV.4 MESURES CONCERNANT LA SECURITÉ ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Le titulaire garantit à son personnel le respect de la législation sociale et des conventions collectives en vigueur, tant à la signature du marché que suite à leur éventuelle adaptation ou modification, qu'elles soient d'ordre réglementaire ou contractuel.

A ce titre, il est tenu de garantir la régularité de l'embauche de ses personnels. Notamment, les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou de traités ou accords internationaux en vigueur.

Le titulaire assume la responsabilité du donneur d'ordre en matière d'intervention de personnels détachés. Il devra respecter l'ensemble des dispositions de la loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 modifiée visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale.

Les entreprises sous-traitantes qui détachent des travailleurs en France sont tenues d'adresser une déclaration préalable à l'inspection du travail du lieu où la prestation débute.

Les sous-traitants doivent en outre désigner un représentant identifié sur le territoire national. Ce dernier aura pour obligation de fournir toutes les pièces justificatives au donneur d'ordre et aux organismes de contrôle, sur simple demande.

Les formalités liées au détachement doivent par ailleurs être inscrites sur le registre du personnel du titulaire accueillant des travailleurs détachés.

Le titulaire s'assurera du respect de la réglementation en matière de rémunération des travailleurs détachés, de respect du droit du travail et des conditions d'hébergement de ces derniers.

Le titulaire est responsable de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

ARTICLE XVI. PENALITE

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, la nature et le montant applicable aux pénalités en cas de manquement ou de non-conformité des prestations sont définies ci-dessous.

Les pénalités sont cumulables et applicables dès la première constatation.

Lorsque les délais contractuels figurant sur chaque bon de commande sont dépassés, le Titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité calculée par application de la formule suivante, en dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

$$P = \left(\frac{V \times R}{100} \right)$$

dans laquelle :

P = Montant des pénalités ;

V = Montant total HT du bon de commande ;

R = Nombre de jours ouvrés de retard au-delà de la date de réalisation de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

ARTICLE XVII. FORCE MAJEURE

Aucune partie n'est responsable de la non-exécution partielle ou totale de ses obligations, provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime).

En cas de force majeure dûment déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues. Elles reprennent dès que les effets de l'événement constituant un cas de force majeure ont cessé, selon des modalités de reprise décidées d'un commun accord entre les parties.

Le titulaire du présent accord-cadre notifie aux membres du groupement son impossibilité d'exercer la mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Dans tous les cas, il lui appartient de prendre toutes les mesures conservatoires.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne pas le report de la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

ARTICLE XVIII. RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre avant l'achèvement de celui-ci :

- Soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS ;
- Soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS.
- Soit dans l'hypothèse évoquée à l'article XI.4 du présent CCAP (clause de sauvegarde).

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire.

Sous réserve des dispositions particulières mentionnées au chapitre 7 du CCAG-FCS, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées par le pouvoir adjudicateur à l'encontre du titulaire.

ARTICLE XIX. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, sous réserve de mention expresse dans la décision de résiliation, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par celui-ci d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation prononcée à ses torts.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il est tenu de fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent accord-cadre résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est mis à sa charge.

ARTICLE XX. LITIGES

Les différends et litiges sont réglés selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG-FCS.

Le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances et autres documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en français.

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Les factures seront établies en euros.

le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet des présentes.

Tout différend fait l'objet de la part du titulaire d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué dans un délai de deux (2) mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception du mémoire pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tout différend relatif qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties est soumis à la juridiction de droit public compétente.

✓ **Instance compétente chargée des procédures de recours :**

Tribunal Administratif de Melun

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet (url): <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

✓ **Service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :** **Greffe du Tribunal Administratif de Melun**

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet (url) : <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

ARTICLE XXI. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Plus précisément, le titulaire n'est destinataire que des données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché. Il s'engage, en outre, à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel lui ayant été communiquées et à ne pas les utiliser pour une finalité autre que l'exécution du présent marché. Il s'engage à détruire, à l'issue du marché, les données à caractère personnel dont il a été destinataire.

le pouvoir adjudicateur se conforme à toutes les obligations inhérentes à leur qualité de responsable de traitement, s'agissant des données communiquées au titulaire. Il s'assure notamment du respect des droits des personnes concernées et les informe, par suite, de la transmission de leurs données au titulaire.

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, du règlement général sur la protection des données, ci-après le RGPD.

ARTICLE XXII. DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP portant dérogation
Article 4.1	Article VIII – Documents contractuels
Articles 14	Article XVI – Pénalités